



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-sixième session

Bonn, 14-25 mai 2012

Point 14 a) de l'ordre du jour provisoire

Renforcement des capacités

Renforcement des capacités au titre de la Convention

Point 14 b) de l'ordre du jour provisoire

Renforcement des capacités

Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto

**Analyse des progrès, et de l'efficacité, de l'application
du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays
en transition sur le plan économique destinée à appuyer
le troisième examen approfondi**

Note du secrétariat*

Résumé

La présente note a été établie pour rehausser l'efficacité de l'application du cadre pour le renforcement des capacités des pays en transition sur le plan économique mis en place conformément à la décision 3/CP.7 (cadre pour le renforcement des capacités) par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre. Elle reprend sous une forme synthétique les informations figurant dans les communications nationales, les autres rapports nationaux et les communications reçues des Parties au 14 février 2012. Ces informations sont présentées en fonction des éléments du cadre pour le renforcement des capacités. Les Parties pourraient s'appuyer sur le présent document pour faciliter l'examen du renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique.

* En raison de la communication tardive des vues des Parties, le présent document a été soumis après la date limite.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–8	3
A. Mandat.....	1–4	3
B. Objet de la note.....	5–7	4
C. Mesure que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	8	4
II. Rappel historique	9–13	4
A. Introduction	9–12	4
B. Méthodologie.....	13	5
III. Activités de renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique entre 2011 et 2007	14–27.	5
A. Évaluation des besoins par le biais d’auto-évaluations des capacités nationales.....	14–15	5
B. Lacunes et besoins en matière de capacités des pays en transition sur le plan économique	16–27	6
IV. Activités de renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique entre 2007 et 2011.....	28	8
A. Synthèse de l’appui pour le renforcement des capacités fourni par les Parties visées à l’annexe I aux pays en transition sur le plan économique	29–35	8
B. Évaluation des progrès d’ensemble, des besoins et des lacunes pendant la période 2007-2011	36–49	10
V. Conclusions.....	50–51	13
Annexes		
Capacity-building activities in countries with economies in transition in the period 2007 to 2011		14

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties a adopté le cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique dans sa décision 3/CP.7 (cadre pour le renforcement des capacités)¹. Dans cette décision, la Conférence des Parties a donné immédiatement effet au cadre afin d'aider les pays en transition sur le plan économique (pays en transition) à mettre en œuvre la Convention. Les Parties visées à l'annexe II de la Convention (Parties visées à l'annexe II) ont été invitées instamment à fournir un appui financier et technique aux fins de la mise en œuvre du cadre adopté, par le truchement d'organismes et accords multilatéraux et bilatéraux et du secteur privé². Douze domaines prioritaires ont été définis à cette fin dans l'annexe C de la décision 3/CP.7.

2. Dans sa décision 30/CMP.1³, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto a décidé que le cadre pour le renforcement des capacités pouvait s'appliquer pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et a recommandé d'y inscrire les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre du Protocole de Kyoto dans les pays en transition parties. Il était demandé dans cette décision que les besoins en matière de renforcement des capacités des pays en transition résultant de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto bénéficient de toute urgence de l'attention des Parties visées à l'annexe II⁴.

3. À ses vingtième et vingt-septième sessions, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) a fait le bilan de l'application de la décision 3/CP.7. À sa vingt-septième session, le SBI a noté que l'éventail des besoins énumérés dans le cadre pour le renforcement des capacités restait pertinent⁵. Le SBI a décidé de faire à nouveau, à sa trente-sixième session, le bilan de l'application des décisions 3/CP.7 et 30/CMP.1, en utilisant les informations fournies par les pays en transition et les Parties visées à l'annexe II dans leurs communications nationales, de même que les informations devant être fournies par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses organismes d'exécution, ainsi que par les organismes multilatéraux et bilatéraux et d'autres organisations internationales⁶.

4. À la même session, le SBI a invité les Parties et les organisations compétentes à communiquer au secrétariat, d'ici à février 2012, des informations sur la façon dont elles auront mis en œuvre les activités de renforcement des capacités dans les pays en transition⁷. Le SBI a demandé au secrétariat d'élaborer une compilation-synthèse des informations fournies par les Parties et les organisations compétentes et de mettre ce rapport à sa disposition pour qu'il l'examine à sa trente-sixième session⁸.

¹ FCCC/CP/2001/13.Add.1.

² Décision 3/CP.7, par. 6.

³ FCCC/KP/CMP/2005/8/Add.4.

⁴ Décision 30/CMP.1, par. 2.

⁵ FCCC/SBI/2007/34, par. 84.

⁶ FCCC/SBI/2007/34, par. 86.

⁷ FCCC/SBI/2007/34, par. 87.

⁸ FCCC/SBI/2007/34, par. 88.

B. Objet de la note

5. Le présent rapport de synthèse résume les informations concernant les activités de renforcement des capacités entreprises dans les pays en transition et recense les besoins et les lacunes. Il traite principalement des activités entreprises entre 2007 et 2011 dont il a été rendu compte. Les informations sont tirées des comptes rendus des activités présentées par les Parties visées à l'annexe II et les pays en transition dans leurs communications nationales, des communications de Parties et des informations fournies par les organisations compétentes.

6. Le secrétariat a reçu quatre communications de trois Parties en réponse à la demande formulée par le SBI à sa vingt-septième session⁹. Ces communications ont également été prises en compte.

7. Les informations sont présentées en fonction des éléments du cadre pour le renforcement des capacités. Les informations figurant dans l'annexe ne sont pas toujours complètes car, dans certains domaines, aucune information sur les activités n'était disponible.

C. Mesure que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

8. Le SBI pourrait prendre en considération les conclusions et les questions clés présentées dans ce document lorsqu'il fera le bilan de l'application du cadre pour le renforcement des capacités en vue de déterminer les nouvelles mesures susceptibles d'accroître la capacité de ces pays de faire face aux changements climatiques.

II. Rappel historique

A. Introduction

9. Il importe de prendre en compte trois étapes politiques clés pour mieux comprendre comment les donateurs et les bénéficiaires ont donné la priorité au renforcement des capacités entre 2007 et 2011.

10. La première période d'engagement du Protocole de Kyoto a débuté le 1^{er} janvier 2008. À l'époque, les projets d'application conjointe entrepris pour la plupart par des pays en transition pouvaient déjà commencer à générer des unités de réduction des émissions, mais seulement si les pays d'accueil et les pays donateurs respectifs remplissaient les conditions requises pour participer aux mécanismes flexibles. Tout au long de 2007 et pendant le premier semestre de 2008, la majorité des pays en transition ont soumis des rapports initiaux dans lesquels ils indiquaient comment ils pouvaient satisfaire aux exigences du paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de Kyoto (systèmes nationaux), du paragraphe 4 de l'article 7 (systèmes de registres) et des dispositions de l'article 7 relatives aux informations à communiquer. À la fin de 2008, la plupart des pays en transition¹⁰ étaient considérés comme remplissant les conditions requises pour participer aux

⁹ Ces documents peuvent être consultés sur le site Web de la Convention à l'adresse: <http://unfccc.int/resource/docs/2012/sbi/eng/misc05.pdf>.

¹⁰ Dans les années qui ont suivi, le droit de participer de certains de ces pays a été suspendu principalement en raison de problèmes liés à leur système national. L'insuffisance de leur inventaire était souvent un indicateur des problèmes dont souffrait leur système national et les questions de mise en œuvre dont le Comité de contrôle du respect des dispositions était saisi caractérisaient la situation de cette manière.

mécanismes. Le début de la première période d'engagement et, par conséquent, de la mise en pratique de l'application conjointe, a marqué le passage à l'essai en «vraie grandeur» des capacités déjà acquises. Les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES), les registres nationaux, la capacité de satisfaire aux obligations de notification sont devenus essentiels pour conserver le droit de participer à l'application conjointe.

11. Dix des 14 pays en transition¹¹ ont adhéré à l'Union européenne (UE) entre 2004 et 2007. En mai 2004, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie sont devenues de nouveaux États membres de l'UE. La Bulgarie et la Roumanie leur ont emboîté le pas en janvier 2007. La Croatie est actuellement un pays candidat à l'adhésion; elle espère que son adhésion interviendra en 2013. Entre 2007 et 2012, les nouveaux États membres sont devenus des acteurs à part entière des politiques de l'UE en matière de changements climatiques. La Hongrie et la République tchèque ont commencé à verser des contributions au FEM en 2010¹². La Slovénie a choisi le mécanisme de financement à mise en œuvre rapide pour contribuer à deux projets d'atténuation qui incluent le processus de renforcement des capacités au Monténégro.

12. De nouveaux besoins en matière de renforcement des capacités sont apparus pour les Parties visées à l'annexe B du Protocole de Kyoto. Par exemple, on a créé des mécanismes comme le Schéma d'investissement vert, qui associe le mécanisme fondé sur les projets (application conjointe) et l'échange international de droits d'émission. Le produit de la vente des unités de quantité attribuée par le biais de l'échange international de droits d'émission est canalisé vers un fonds spécial, qui appuie les projets de réduction des émissions de GES.

B. Méthodologie

13. Pour évaluer l'efficacité du renforcement des capacités dans les pays en transition au cours de la période 2007-2011, on utilise dans la présente note comme base de comparaison les activités de renforcement des capacités réalisées au cours de la période 2001-2007 (chap. III). On s'efforce également de déterminer si les activités de renforcement des capacités en cours ont permis de combler ou non les lacunes recensées en 2007 (chap. IV).

III. Activités de renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique entre 2001 et 2007

A. Évaluation des besoins par le biais d'auto-évaluations des capacités nationales

14. Le FEM aide les pays à préparer des auto-évaluations de leurs capacités nationales. Celles-ci offrent aux pays la possibilité de déterminer leurs besoins prioritaires en matière de capacités afin d'aborder de manière efficace les questions environnementales de caractère intersectoriel. Les pays sont encouragés à élaborer un plan d'action pour réaliser les objectifs mondiaux de gestion de l'environnement dans le contexte des trois conventions pertinentes pour les auto-évaluations: la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

¹¹ Les pays en transition suivants ont adhéré à l'UE entre 2004 et 2007: Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

¹² FCCC/CP/2010/5.

15. Entre 2001 et 2007, sept pays en transition (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie) ont mené à bien l'auto-évaluation de leurs capacités nationales. Le contenu de ces auto-évaluations différait considérablement d'un pays à l'autre. Cependant, les conclusions communes à tous les pays en transition reflétaient les besoins et les lacunes en matière de renforcement des capacités constatés au moment où les auto-évaluations avaient été effectuées. Ces besoins et lacunes concernaient notamment les aspects suivants:

- a) Le manque d'engagement politique en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Cela avait des incidences négatives sur la mise en œuvre de chacun des domaines prioritaires du cadre pour le renforcement des capacités;
- b) L'inadéquation des capacités institutionnelles requises pour formuler, exécuter et évaluer des politiques nationales et internationales relatives aux changements climatiques. Les pays en transition ne s'étaient pas dotés de politiques intégrées et vigoureuses pour s'acquitter des engagements contractés dans le cadre de la Convention et du Protocole de Kyoto;
- c) L'absence de systèmes nationaux efficaces pour l'évaluation des émissions anthropiques de GES;
- d) L'absence de registres nationaux opérationnels pour la comptabilisation des émissions de GES;
- e) Une préparation insuffisante pour participer à l'application conjointe;
- f) La participation insuffisante des parties prenantes et du public aux activités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques.

B. Lacunes et besoins en matière de capacités des pays en transition sur le plan économique

16. On trouvera ci-après une synthèse des lacunes en matière de renforcement des capacités qui ont été constatées et signalées dans les pays en transition entre 2001 et 2007; elle a été établie à partir des comptes rendus des activités présentés par les Parties visées à l'annexe II et les pays en transition dans leurs communications nationales, des communications de Parties et des informations fournies par d'autres organisations compétentes.

1. Inventaires des gaz à effet de serre

17. La plupart des Parties ont identifié deux problèmes principaux. Le premier était le manque de financement durable, qui empêchait de retenir les compétences techniques et la base de connaissances des équipes chargées de l'établissement des inventaires et qui obligeait à recruter de nouvelles équipes dépourvues des connaissances ou des compétences nécessaires pour dresser les inventaires de GES conformément aux critères qualitatifs. Le deuxième problème était le manque de connaissances spécialisées et de ressources pour appliquer les niveaux supérieurs d'évaluation des émissions de GES¹³ recommandés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en particulier dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF).

¹³ Les lignes directrices du GIEC pour l'établissement des inventaires nationaux de gaz à effet de serre sont disponibles à l'adresse <http://www.ipcc-nggip.iges.or.jp/public/2006gl/index.html>.

2. Projections des émissions de gaz à effet de serre

18. De nombreuses Parties ont fait observer que les modèles utilisés pour établir les projections des émissions de GES n'étaient pas suffisamment robustes ni sensibles aux variations des principales variables externes (comme le produit intérieur brut, la population, le parc automobile, le bilan énergétique, les superficies agricoles) ayant une incidence sur les émissions de GES. Les modèles ne prenaient pas en compte tous les facteurs importants qui influencent sur le niveau des émissions. Par conséquent, les prévisions établies sur la base de ces modèles n'étaient pas fiables.

3. Politiques et mesures, et estimation de leurs effets

19. La plupart des Parties ont fait état du manque de programmes et de plans d'action prenant en considération le besoin d'activités d'atténuation. L'autre problème était le manque de préparation technique et de programmes informatiques pour évaluer l'impact des politiques et des mesures sur les niveaux d'émissions de GES des pays.

4. Évaluation de l'impact et adaptation

20. Plusieurs Parties ont cité parmi les lacunes le faible niveau de compréhension de la vulnérabilité des écosystèmes et des secteurs économiques aux changements climatiques. La conséquence en était le manque de politiques traitant de l'adaptation. En outre, les pays en transition étaient pratiquement dépourvus d'instruments pour l'évaluation de l'impact, de la vulnérabilité et des risques.

5. Recherche et observation systématique

21. La plupart des pays ont mentionné le manque de ressources financières pour entretenir et améliorer les équipements existants.

6. Éducation, formation et sensibilisation du public

22. La plupart des Parties ont fait observer que la sensibilisation à la question des changements climatiques dans les ministères et les organismes autres que les ministères de l'environnement était faible. La sensibilisation du public aux changements climatiques est faible parce que les organes d'information locaux n'abordent pas suffisamment cette question ou que les informations qu'ils diffusent sont inexactes. Les Parties ont également cité parmi les problèmes le manque de coopération, d'expériences et d'échanges d'informations aux niveaux international et régional.

7. Transfert de technologies écologiquement rationnelles

23. La plupart des Parties ont estimé que le principal problème était la formation juridique insuffisante dans le domaine des technologies écologiquement rationnelles.

8. Communications nationales et plans d'action nationaux dans le domaine des changements climatiques

24. De nombreuses Parties ont indiqué que leurs capacités pour préparer les communications nationales étaient suffisantes. Toutefois, le manque de coopération interministérielle et interinstitutionnelle ralentissait le processus.

9. Modalités de comptabilisation en ce qui concerne les objectifs, les calendriers et les registres nationaux

25. La plupart des Parties ont estimé disposer de capacités suffisantes.

10. Obligations en matière de notification

26. La plupart des Parties ont indiqué que l'absence de coopération interministérielle et interinstitutionnelle allongeait les délais nécessaires pour établir les rapports nationaux.

11. Projets d'application conjointe et échange de droits d'émissions

27. La plupart des pays ont indiqué que leurs capacités en ce qui concerne l'application conjointe et l'échange international de droits d'émission étaient suffisantes. Le principal obstacle dans ce domaine était l'aptitude à remplir les critères annuels d'admissibilité.

IV. Activités de renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique entre 2007 et 2011

28. On évalue dans la présente note la mesure dans laquelle les activités de renforcement des capacités menées dans les pays en transition entre 2007 et 2011 ont remédié aux lacunes recensées en matière de renforcement des capacités dans le rapport de synthèse sur l'application du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en transition sur le plan économique en 2007¹⁴.

A. Synthèse de l'appui pour le renforcement des capacités fourni par les Parties visées à l'annexe I aux pays en transition sur le plan économique

29. La mise en place des institutions et mécanismes nécessaires à l'application de la Convention et de son Protocole de Kyoto a bien progressé dans tous les pays en transition entre 2007 et 2011 depuis les premier et deuxième examens du cadre pour le renforcement des capacités. Ces progrès sont le fruit des mesures internes et de l'action au niveau international.

30. Les principales caractéristiques de l'appui fourni pour le renforcement des capacités par les Parties visées à l'annexe I aux pays en transition peuvent se résumer comme suit:

a) Le principal domaine prioritaire¹⁵ d'un point de vue géographique est constitué par les pays en transition qui ne sont pas membres de l'UE, à savoir le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine. Ces pays sont souvent associés à des projets régionaux avec d'autres pays dans le cadre de la politique européenne de voisinage. L'autre domaine géographique prioritaire est la Croatie, seul pays qui est à la fois un pays candidat à l'adhésion à l'UE et un pays en transition. Les États membres qui ont tout récemment adhéré à l'UE, la Bulgarie et l'Arménie, constituent le domaine prioritaire suivant;

b) Les priorités pour le renforcement des capacités sont les suivantes:

i) Politiques et mesures, et estimation de leurs effets sur les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agriculture et du logement;

ii) Éducation, formation et sensibilisation du public;

iii) Projets d'application conjointe et échange de droits d'émission;

¹⁴ FCCC/SBI/2007/18.

¹⁵ Les «domaines prioritaires» ont été définis en fonction du nombre de projets dans un pays donné ou dans un domaine déterminé de renforcement des capacités.

c) L'utilisation de l'énergie et l'efficacité énergétique des sources de GES tant fixes que mobiles ont été considérées comme des secteurs prioritaires pour le renforcement des capacités;

d) L'évaluation de l'impact et l'adaptation ont été de nouveaux domaines de renforcement des capacités pour les pays en transition entre 2007 et 2011;

e) Certains pays en transition qui avant 2007 bénéficiaient d'un appui pour le renforcement des capacités, comme la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, sont devenus des donateurs d'activités de renforcement des capacités pour les pays en développement (par exemple le Monténégro) et d'autres pays en transition (par exemple le Bélarus);

f) Certains pays en transition, comme la Fédération de Russie, la Hongrie et la République tchèque, ont fait des annonces de contributions pour la cinquième reconstitution des ressources du FEM.

31. Certaines Parties visées à l'annexe II membres de l'UE, ainsi que des États non membres de l'Union, comme l'Islande et la Norvège, en coopération avec le Liechtenstein, fournissent un appui par le biais du système de dons aux pays en transition qui sont leurs voisins et aux nouveaux États membres de l'UE dans des secteurs prioritaires, comme le captage et le stockage du carbone, la biodiversité et l'efficacité énergétique dans les secteurs du logement et de l'industrie.

32. Nombre de Parties considèrent que le renforcement des capacités est une activité de nature transversale et elles préconisent fermement que l'appui pour satisfaire les besoins de renforcement des capacités des pays en transition soit intégré à l'adaptation, à l'atténuation, aux obligations en matière de notification et aux inventaires de GES, au transfert de technologies et aux mécanismes de marché. De nombreuses Parties ont conçu des instruments financiers et des organismes spécialisés pour canaliser l'assistance vers les pays en transition sur le plan économique. Le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine bénéficient d'un appui de l'instrument européen de voisinage et de partenariat, tandis que la Croatie bénéficie d'un appui de l'instrument d'aide de préadhésion.

33. On peut observer les changements intervenus dans les domaines géographiques prioritaires à travers les grandes institutions multilatérales comme le FEM. Dans les pays en transition qui ont adhéré à l'UE en 2004, des activités de renforcement des capacités ont été menées à bien pendant les troisième (2002-2006) et quatrième (2006-2010) périodes de reconstitution des ressources du FEM. Dans ces pays, le FEM n'a mené à bien que des projets pluriannuels qui avaient débuté avant 2007 et s'étaient poursuivis les années suivantes, certains d'entre eux étant toujours en cours. Depuis 2004, le FEM n'a pas lancé de nouveau projet dans les États devenus membres de l'UE cette année-là. Quant à la Bulgarie et à la Roumanie, qui ont adhéré à l'UE en 2007, le nombre de projets est limité (quatre projets pendant la période 2008-2011). La majorité des projets sont réalisés dans la Fédération de Russie et en Ukraine et, dans une moindre mesure, au Bélarus. Les projets réalisés dans des pays en transition ne sont que des projets d'atténuation, et priorité est donnée à l'efficacité énergétique dans les secteurs de l'industrie, du logement et des transports.

34. En 2009, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a créé un groupe de travail sur les changements climatiques pour les institutions financières bilatérales. Ce groupe de travail est composé de cinq institutions financières internationales: l'Agence française de développement; la KfW Entwicklungsbank; l'Agence japonaise de coopération internationale; la Société nordique de financement pour l'environnement; et la Banque européenne d'investissement. Ces organismes financent des projets dans le monde entier,

y compris dans des pays en transition. Néanmoins, ils font partie d'un groupe régional plus large, appelé groupe Europe orientale et du Sud¹⁶. Certains des pays faisant partie de ce groupe sont des pays non visés à l'annexe I. Les apports financiers destinés à ce groupe sont redistribués entre les pays à l'intérieur du groupe.

35. On trouvera dans une annexe très complète au présent rapport un tableau contenant l'ensemble des informations données dans les communications nationales, des communications de Parties et les rapports d'organisations compétentes sur les activités de renforcement des capacités exécutées dans les pays en transition. Cette liste, établie à titre indicatif, ne doit pas être considérée comme exhaustive. Les activités sont classées dans trois catégories. La première comprend les activités exécutées en coopération avec les Parties visées à l'annexe II. La deuxième comprend des activités conduites par l'UE, le FEM et des donateurs. La troisième catégorie comprend les activités entreprises en coopération avec des organisations internationales.

B. Évaluation des progrès d'ensemble, des besoins et des lacunes pendant la période 2007-2011

1. Inventaires des émissions de gaz à effet de serre

36. En 2007, tous les pays en transition avaient mis en place des cadres juridiques et institutionnels pour l'établissement de leurs inventaires nationaux de GES. Néanmoins, au cours de la période 2007-2011 plusieurs pays ont perdu pour un an leur droit de participer aux mécanismes flexibles en raison des résultats négatifs des examens collégiaux réalisés par les équipes d'experts internationaux.

37. Les inventaires de GES dans les pays en transition ont besoin d'être améliorés du point de vue méthodologique, institutionnel et technique en raison des exigences sans cesse croissantes. Les lacunes suivantes ont été identifiées:

a) Carences dans les méthodologies nationales: manque de compétences techniques pour appliquer les méthodes des niveaux 2 et 3¹⁷ au cours du processus d'établissement des inventaires; manque d'experts des gaz fluorés et du secteur UTCATF;

b) Manque de compétences techniques dans les ministères et les organes autres que ceux chargés de dresser les inventaires de GES.

2. Projections des émissions de gaz à effet de serre

38. Il existe des différences considérables entre les pays en transition du point de vue de la portée et de la couverture des projections des émissions de GES à l'avenir. Certains pays ont indiqué que leurs projections d'émissions de GES sont à jour. D'autres pays ont exprimé leur intérêt pour la formation d'experts nationaux afin d'améliorer les **projections existantes**.

3. Politiques et mesures, et estimation de leurs effets

39. Conformément à l'article 2 du Protocole de Kyoto, les pays en transition ont mis en place et appliqué des politiques et mesures destinées à réduire les émissions de GES. De nombreuses Parties ont indiqué qu'elles appliquaient des politiques visant à améliorer

¹⁶ Le groupe Europe orientale et du Sud comprend les pays suivants: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Pologne, République du Kosovo, République tchèque, Roumanie, Serbie et Ukraine.

¹⁷ Voir la note de bas de page 13.

l'efficacité énergétique dans le secteur industriel. Plusieurs Parties ont fait état de leurs efforts pour améliorer les politiques visant à accroître l'efficacité énergétique aux niveaux national et municipal. Certaines Parties ont indiqué qu'elles avaient bénéficié d'une assistance technique en vue de l'élaboration des politiques.

40. Les besoins de renforcement des capacités recensés dans ce domaine étaient notamment les suivants:

- a) Assistance pour concevoir des stratégies de développement à faibles émissions de carbone ainsi que des textes d'application pour que la législation en vigueur sur le climat soit bien appliquée;
- b) Adoption de programmes, stratégies et politiques sectorielles prenant en considération les aspects liés tant à l'adaptation aux changements climatiques qu'à l'adaptation à ces changements;
- c) Mise en place d'instruments et d'outils de prise de décisions pour évaluer l'impact de la législation sur le climat.

4. Évaluation de l'impact et adaptation

41. Un nombre considérable d'activités ont été menées dans ce domaine entre 2007 et 2011. Pratiquement tous les pays en transition ont approuvé les stratégies nationales d'adaptation ou sont en train de finaliser ce processus. De nombreuses Parties ont indiqué que l'adaptation aux effets des changements climatiques fait partie de leurs priorités politiques. Plusieurs Parties ont participé à un atelier consacré aux défis et aux solutions en matière d'adaptation. Parallèlement, l'évaluation de l'impact et l'adaptation sont le domaine dans lequel les besoins de renforcement des capacités signalés ont été les plus nombreux en raison de la complexité du processus d'adaptation. Il a notamment été fait état des besoins suivants:

- a) Conception de stratégies d'adaptation régionales, sectorielles et transfrontières (pour les écosystèmes communs);
- b) Utilisation d'outils et d'instruments de prise de décisions pour les décideurs afin qu'ils puissent évaluer les incidences des changements climatiques.

5. Recherche et observation systématique

42. Plusieurs Parties ont indiqué qu'elles avaient bénéficié d'un appui pour le renforcement des réseaux d'observation météorologique et des services météorologiques, ainsi que des bases de données climatologiques, des services d'experts et des programmes de formation. Les lacunes dans le renforcement des capacités dans ce domaine sont notamment les suivantes:

- a) Participation insuffisante des universitaires aux forums scientifiques internationaux;
- b) Utilisation de matériel obsolète par les instituts de recherche. Il est grandement nécessaire d'améliorer les capacités techniques pour la recherche et l'observation dans les centres de recherche météorologique dans les pays en transition.

6. Éducation, formation et sensibilisation du public

43. Certaines Parties ont fait observer que des activités en faveur de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public faisaient partie intégrante de certains projets de renforcement des capacités. Ainsi, les projets visant à améliorer l'efficacité énergétique et la conservation comprenaient presque toujours des activités de sensibilisation. Cependant, les pays en transition ont fait observer que les activités dans ce domaine étaient

insuffisantes. Les lacunes ci-après ont été recensées dans le domaine du renforcement des capacités:

a) Participation insuffisante du grand public à la recherche de solutions face aux changements climatiques en raison d'une faible prise de conscience et du manque de documents de sensibilisation dans les langues nationales;

b) Connaissance insuffisante par les responsables de l'élaboration des politiques des solutions viables pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter dans leurs communautés.

7. Transfert de technologies écologiquement rationnelles

44. Le transfert de technologies écologiquement rationnelles s'effectue principalement par l'intermédiaire du mécanisme de l'application conjointe. Certaines Parties ont fait état d'autres efforts, notamment les efforts d'amélioration du cadre juridique du transfert de technologies, l'élévation du statut des droits de propriété intellectuelle dans l'évaluation et le transfert de technologies, la participation à des ateliers consacrés au transfert de technologies et l'adoption de technologies à haut rendement énergétique. L'amélioration de l'efficacité énergétique était le domaine dans lequel il y avait le plus d'activités de transfert de technologies.

8. Communications nationales et plans d'action nationaux dans le domaine des changements climatiques

45. Tous les pays en transition disposent de capacités suffisantes pour établir leurs communications nationales. Certaines Parties ont indiqué qu'elles étaient en train d'élaborer des plans d'action pour lutter contre les changements climatiques ou en avaient adopté dans différents secteurs, comme la mise au point de technologies écologiquement rationnelles et de politiques d'approvisionnement énergétique durable.

9. Systèmes nationaux pour l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre

46. Les besoins de renforcement des capacités dans ce domaine sont les mêmes que dans le cas des inventaires des émissions de GES. Les Parties ont indiqué que les systèmes nationaux pour l'évaluation des émissions de GES avaient besoin d'être améliorés du point de vue méthodologique, institutionnel et technique en raison de l'accroissement constant des exigences.

10. Modalités de comptabilisation en ce qui concerne les objectifs, les calendriers et les registres nationaux

47. Tous les pays en transition ont indiqué qu'ils disposent de capacités nationales suffisantes pour établir et tenir à jour leurs registres nationaux. Une Partie a indiqué qu'elle bénéficiait d'une assistance technique pour l'acquisition et l'organisation de son registre national. La formation du personnel de l'entité chargée de la tenue du registre national avait été incluse dans cette assistance.

11. Obligations en matière de notification

48. Les besoins de renforcement des capacités dans ce domaine sont les mêmes que dans celui des inventaires des émissions de GES et des communications nationales.

12. Projets d'application conjointe et échange de droits d'émission

49. Les Parties ont indiqué que le transfert de technologies écologiquement rationnelles s'effectue principalement par l'intermédiaire du mécanisme de l'application conjointe. Les

Parties ont fait observer que le nombre de projets d'application conjointe était en augmentation. Le principal problème rencontré par les Parties dans ce domaine de renforcement des capacités était le risque de perdre le droit de participer en raison de la qualité insuffisante de leurs inventaires de GES. Certains pays ont indiqué qu'en raison du nombre croissant de projets d'application conjointe, les besoins en ressources humaines qualifiées étaient plus grands.

V. Conclusions

50. Les conclusions suivantes peuvent s'appliquer à tous les pays en transition dans la quasi-totalité des domaines prioritaires:

a) Les besoins de renforcement des capacités dans les pays en transition entre 2007 et 2011 correspondaient aux besoins recensés dans l'examen de 2007;

b) Les priorités des donateurs ont été fixées de manière à favoriser la mise en place de conditions propices pour les activités tant d'atténuation que d'adaptation;

c) Du point de vue géographique, priorité a été donnée à des pays ayant un fort potentiel d'atténuation (à savoir le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine) mais, d'après leurs auto-évaluations de 2007, ces pays ne sont toujours pas dotés de politiques et de mesures appropriées pour lutter contre les changements climatiques;

d) Les secteurs sélectionnés pour les activités étaient ceux qui présentaient un fort potentiel d'atténuation (par exemple énergie, en particulier efficacité énergétique dans le secteur du logement; industrie, en particulier efficacité énergétique des installations industrielles) ou qui étaient vulnérables aux effets des changements climatiques (par exemple agriculture);

e) Les domaines prioritaires pour le renforcement des capacités (éducation et formation, transfert de technologies) reflétaient les aspirations des donateurs à faire participer activement le secteur privé et le grand public au processus du climat;

f) Les capacités et les compétences techniques nationales acquises grâce au processus de renforcement des capacités sont efficaces et permettent de mener à bien de nouvelles tâches sans appui international;

g) Les nouveaux besoins de renforcement des capacités recensés au cours de la période 2007-2011 résultent du perfectionnement continu des connaissances scientifiques;

h) Les lacunes actuelles en matière de renforcement des capacités sont dues à la complexité sans cesse croissante des questions relatives aux changements climatiques;

i) Les besoins de renforcement des capacités relèvent pour l'essentiel des domaines suivants: l'établissement des inventaires de GES; l'évaluation de l'impact et l'adaptation; et l'éducation, la sensibilisation du public et la formation;

j) Dans tout projet de renforcement des capacités, les pays en transition participants ont besoin de capacités et de compétences nationales. Par conséquent la formation et l'éducation des experts nationaux sont importantes.

51. La conclusion générale est que le renforcement des capacités dans les pays en transition entre 2007 et 2011 a été ciblé et efficace. De ce fait, les efforts d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ont été considérablement amplifiés en recourant aux mécanismes et outils disponibles dans le cadre de la Convention et de son Protocole de Kyoto. Les pays en transition ont pu non seulement bénéficier d'une assistance mais aussi transférer leurs propres compétences techniques, connaissances et enseignements en matière de renforcement des capacités aux Parties non visées à l'annexe I.

Annexe

[English only]

Capacity-building activities in countries with economies in transition in the period 2007 to 2011

This annex contains a compilation of information on capacity-building in countries with economies in transition as contained in national communications, submissions from Parties and reports from relevant organizations. Activities are listed in three tables. Table 1 includes activities undertaken in cooperation with Parties included in Annex II to the Convention. Table 2 includes activities by the European Union, the Global Environment Facility and multiple donors. Table 3 includes activities undertaken in cooperation with international organizations. The annex may contain certain gaps in areas where no information on relevant activities was available.

Table 1

Activities undertaken in cooperation with Annex II Parties

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Consolidation of data and data quality improvement of national greenhouse gas (GHG) inventories	The Environmental Protection Agency of Austria has been supporting the national inventory teams of Croatia in its efforts for consolidation and data quality improvement of their national greenhouse gas emission inventories	Ongoing, Croatia	Austria, Environmental Protection Agency of Austria	
Austrian annual joint implementation (JI) clean development mechanism (CDM) workshop	Kommunalkredit Public Consulting (KPC) manages the Austrian JI/CDM-Programme on behalf of the Austrian Ministry of Environment. Since October 2004, KPC has organized workshops for the stakeholders of the JI/CDM process. High-level representatives from public authorities, international financing institutions, verifiers, project developers and other key players in the carbon market have an opportunity to discuss topics like outcomes of the latest international climate negotiations, its implications on flexible mechanisms, as well as current and possible future developments on the international carbon market. The eighth JI/CDM workshop took place on 2 and 3 February 2012 hosting more than 130 participants from 16 countries	Ongoing, all countries eligible to host JI and CDM projects	Austria, KPC	< http://www.ji-cdm-austria.at/de/portal/aboutus/events/ >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Cooperation on forest ecosystems inventory	The project focused on the involvement of modern methods and technological procedures in the area of forest inventory in Ukraine. Implementation of new technologies improves mapping and effective utilization of the forest resources. The main goal of the project was the establishment of an information platform on forestry management in Ukraine and introduction of new educational systems in several forestry faculties in Kyjev, Lviv, and Charkiv	2008 to 2010, Ukraine	Czech Republic	
Project System of differentiated management in forest ecosystems of Ukrainian Carpathian Mountains	This project aimed at contributing to environmental protection and sustainable use of ecosystems in the Carpathian Mountains. The methodology for mapping of the natural conditions was developed first and then the frameworks of differentiated management were proposed. These frameworks were put together on the basis of detailed mapping of natural conditions. The objective was to deliver a proposal for appropriate forest management system according to functions served by each part of the forest within the mapped area. An important part of the project was training of experts in forest management and the use of relevant technologies	2008 to 2012, Ukraine	Czech Republic	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
State of Green	State of Green is the official green brand for Denmark. The brand and its supporting activities will strengthen international awareness of the solutions and competences of Danish business and industry within energy, climate and environment. Denmark has decided to lead the transition to become a green-growth economy entirely independent of fossil fuels by 2050. State of Green creates international awareness of this vision and of the innovative solutions that will pave the way forward	Ongoing	Denmark, Climate Consortium Denmark, a public-private partnership founded by the following organizations: The Branding Denmark Fund, the Confederation of Danish Industry, the Danish Energy Association, the Danish Agriculture and Food Council and the Danish Wind Industry Association	< http://www.stateofgreen.commkhova >
Increasing energy efficiency in small and medium-sized enterprises (Ukraine)	This project using the Turnaround Management Method of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) aims to reduce GHG emissions of selected companies by at least 20 per cent. The small- and medium size enterprises restructure their energy management system while benefiting from advice of the international experts from industrialized countries	2009 to 2011, Ukraine	Germany, EBRD	
Climate protection programme for Croatia	The aim of the programme is to provide financial and technical support for professionalization and expansion of the company's business model. The programme installs highly efficient equipment for its customers. That boosts technology transfer to Croatia. The capacity-building component also strengthens technology transfer, since it helps to acquaint customers in Croatia with state-of-the-art technologies	Ongoing, Croatia	Germany, KfW Entwicklungsbank, HEP ESCO (Croatian Energy Service Company)	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Promoting climate-friendly industry in the Donezk region	The project aims to implement energy efficiency approaches in Ukraine's most emission-intensive industries. To this end, it has introduced an energy management system in two industrial companies, which demonstrates concrete action and builds the know-how needed to run an energy-efficient business. The advisory service also includes cost effectiveness analyses, which can be used as a basis for finding appropriate financing options. Innovation partnerships with German companies provide an opportunity for a direct exchange of experience	Ongoing, Croatia	Germany	
Energy efficiency in urban districts	The project objective is the model application and dissemination of resource-friendly measures in planning, constructing and operating a building complex, along with the use of modern technologies in Ukraine's construction sector. To this end, building contractors, architects and construction companies are advised and given conceptual support. Furthermore, calculations are made to demonstrate the benefits expected in terms of running costs, energy consumption rates and reductions in greenhouse gas emissions	Ongoing, Ukraine	Germany	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Climate Protection and Renewable Energy as an Opportunity for the Private Sector, Policy-Makers and Civil Society	The project objective is to train staff of non-governmental organizations and local and national authorities to network with one another and thereby intensify the dialogue between relevant stakeholders from the private sector, government and civil society. This will identify sustainable energy solutions and impetus will be given for law-making initiatives and implementation measures. In the context of climate negotiations, a further aim is to define the core issues specific to each country and – wherever possible – work out common transnational positions. The project also aims to demonstrate practicable energy schemes that are affordable at village and household levels	Ongoing, Belarus, Russian Federation, Ukraine	Germany	
Sustainable urban mobility	The purpose of the project is to build expertise in urban mobility at both the national and local levels. At the local level, a concrete plan for mobility management during and after the European Football Championship (EURO 2012) will be developed in collaboration with the city of Lviv. In addition, the Ukrainian environment ministry will be provided with assistance in the promotion of environmental aspects in the transport sector. The focus will be on the promotion of public transport services and of non-motorized transport, with special attention being paid to aspects of climate protection	Ongoing, Ukraine	Germany	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Energy efficiency in residential buildings	The project aims at improving policies to increase energy efficiency at the national and municipal levels. It strengthens the capacities of national policy makers to develop promotional programs and laws on energy efficiency, gives advice to municipal decision makers to implement energy management plans for public buildings and supports business associations and other institutions to organize exchange of experiences, information campaigns and training	Ongoing, Ukraine	Germany	
EU-twinning project	EU-twinning project for the establishment of an air quality monitoring and management system in the meteorological and hydrological service of Croatia	2009 to 2012, Croatia	Finland	
Increasing institutional capacity	Increasing the institutional capacity of the Lithuanian national meteorological service to carry out and manage automatic weather and air quality observations, observation networks and data management	2005 to 2007, Lithuania	Finland, Lithuanian Hydrometeorological Service, Finnish Meteorological Institute	
Zero carbon emissions conference center building of the Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe (REC)	A rehabilitated REC Conference Center has been reconstructed using advanced energy efficiency and renewable energy technologies (heat pumps, solar panels, 'smart' lightning system, etc.). The reconstruction turned an outdated, energy-intensive, soviet-style building into a cutting-edge facility. It is a pilot demonstration building, and the replication potential of the project is high. This project came into being because of generous financing of the Italian government, and a contribution from the Norwegian government	Ongoing, countries of the Central and Eastern Europe (CEE) and South East Europe (SEE) region	Italy, REC	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Support to the development of the Green Investment Schemes in the CEE countries, Belarus, Russian Federation, and Ukraine	Under the regional part of this activity, a workshop on 'Green Investment Schemes Development: lessons learnt and the way forward' took place on 24 and 25 April in Budapest, Hungary. The workshop was organized in cooperation with the Central European University and Climate Strategies. The workshop focused on cooperation between buyers and sellers of assigned amount units as well as cooperations among the selling countries. Capacity-building needs and ways to meet these needs were identified and discussed. Under the national part (2008–2009), the focus was on Romanian efforts to develop a geographic information system (GIS). REC headquarters and REC Country Office Romania organized a workshop to discuss the options for the Romanian GIS architecture. Participants at the workshop were international experts, countries-sellers representatives, Romanian governmental officials, and Romanian non-governmental organizations	2007 to 2009, host countries of JI/GIS projects	Japan, REC	< http://www.rec.org/REC/Programs/ClimateChange/Docs/green_investment_2008_04_24/default.html >
Development of post-2012 vision in the CEE and SEE countries	The project consisted of a series of three workshops in three consecutive years: 'Facilitation of Climate Policy in EITs for the post-Kyoto Period', 'Support for Shaping the Post Kyoto Climate Regime', and 'Perspectives after Copenhagen'. The representatives of CEE and SEE countries discussed ways to optimize their low-carbon development compliant with the international requirements, EU climate and energy goals, and national interests. In 2010, the discussions on the post-2012 topic were followed by an extra two-day workshop on adaptation strategies	2008 to 2010, Central and Eastern European countries, South-Eastern European countries	Japan, REC	< http://www.rec.org/topicare.php?id=11&section=events&event=1 > < http://www.rec.org/topicare.php?id=11&section=events&event=2 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Regional Focal Point (RFP) for Article 6 of the UNFCCC	Implementation of Article 6 of the Convention in EIT countries requires enhancement of the activities of the national focal points for Article 6, and the activities implemented on the regional level bringing international cooperation and information sharing. This requires a regional coordination unit. In 2007, a team of REC experts proposed the concept of an RFP for Article 6 hosted and organized by the REC HQ to the secretariat. During COP 13/CMP 3 in Bali, Indonesia, REC was recognized as an RFP. During the first years of its existence, RFP REC has organized several regional capacity-building activities following the action plan adopted by stakeholders in October 2008. The most highly evaluated activities of the RFP REC have been the training for members of national climate change delegations	Ongoing, EE countries with EIT and SEE countries	The Netherlands, REC	
Financing low-carbon refurbishment, establishment of a finance research office and implementation of pilot projects	One of the main barriers to implementation of energy efficiency measures in the housing sector in Central Eastern Europe is the lack of adequate financial instruments. The Finance Research Office (FRO) was established under this project. The FRO carries out detailed research on a possibility to establish a Guarantee Fund as a financial instrument enhancing the investments into energy efficient refurbishment of the buildings of the targeted countries. Later the FRO will act as a center of excellency and test the concept of the Guarantee Fund through the five pilot projects	2010 to 2012, Bulgaria, Hungary, Poland, Romania, the Netherlands and Serbia	The Netherlands, REC	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Capacity-building workshop: Adaptation to the Consequences of Climate Change: Progress Achieved and Capacity-building Needed	The first goal of the workshop was to analyse the existing capacities for the adaptation process, identify the further capacity-building needs, share experiences and present case studies in the field of adaptation. The second goal was to disseminate information on the findings of the Intergovernmental Panel on Climate Change Fourth Assessment Report among different stakeholders of the adaptation process in Central and Eastern Europe, South-East Europe, Belarus, Russia, Turkey and Ukraine	19 and 20 November 2007, Annex I countries with economies in transition, non-Annex I South-Eastern countries and Turkey	The Netherlands, co-financed by the Ministry for the Environment, Land and Sea of Italy through the Italian Trust Fund hosted by the REC	
Government to government (G2G) programme	Development of recommendations to support base branch of industry by implementation of energy efficiency technologies in the Russian Federation	2010 to 2011, Russian Federation	The Netherlands, Department of Basic Branches of Industry, Ministry of Industry and Trade of the Russian Federation; Russian Information Technology Association	< http://www.agentschapnl.nl/programmas-regelingen/g2g-ee-industrie-rusland-development-recommendations-support-base-branch-indus >
Technical solutions and legislative environment for poultry manure in Sverdlovsk region, Russian Federation	This project was executed in the framework of the G2G programme. The project beneficiaries have gained insight into Dutch experience in poultry manure handling and relevant lessons learned have been shared. Recommendations have been formulated on technical solutions for the environmentally friendly handling of poultry manure. Recommendations have been also formulated aimed at the creation of an enabling legislative framework and corresponding government policy	2010 to 2011, Russian Federation	The Netherlands, Ministry of Agriculture of Sverdlovsk Oblast, Russian Federation	< http://www.agentschapnl.nl/nl-evd-internationaal/russian-federation-technical-solutions-and-legislative-environment-poultry-man >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Developing Legal Framework for Regional Sustainable Energy Policy in Sverdlovsk Oblast	The main objective of the project has been to draft an action plan/road map towards a sustainable energy policy in Sverdlovsk Oblast and to discuss it with stakeholders at the final conference of the project	2009 to 2011, Russian Federation	The Netherlands, SenterNovem; Ministry of Housing and Planning of Sverdlovsk Oblast, Russian Federation	< http://www.agentschapnl.nl/nl-evd-internationaal/russian-federation-developing-legal-framework-regional-sustainable-energy-poli >
StartSyd and StartÖst programmes	The StartSyd and StartÖst programmes offer small and medium-sized enterprises in around 40 of the partner companies of Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), including the countries of Eastern Europe, the opportunity to apply for financial support for knowledge transfer and equipment. The aim is to contribute towards improved prospects for sustainable, profitable and productive small and medium-sized enterprises	Ongoing, 40 countries, including Eastern European countries	Sweden, Sida	< http://www.sida.se/Documents/Import/pdf/982-Sida-Evaluations-Newsletter.pdf >
Demo-Miljö project	On behalf of Sida, the Swedish Agency for Economic and Regional Growth is implementing the Demo-Miljö project, which relates to environmental technology initiatives in the areas of sustainable urban development and renewable energy. The assistance is targeted at Sweden's partner countries in Africa, Asia, Latin America and Eastern and Central Europe	Ongoing, Africa, Asia, Latin America, Eastern and Central Europe	Sweden, Sida, Swedish Agency for Economic and Regional Growth	
Establishing environmental legislation	The Swedish Environmental Protection Agency assists several EIT countries in establishing environmental legislation and new environmental institutions. It works together with the country's environmental authority and international organizations such as UNEP. The present-day programme includes several countries in Eastern Europe	Ongoing, Eastern Europe	Sweden, Swedish Environmental Protection Agency	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Europe Adapts to Climate Change: Comparing National Adaptation Strategies	This report identifies research gaps and policy needs that still exist and indicates the type of information that will be required for the continued development of adaptation policies in Europe	June 2009, Latvia and non-Annex I Parties	United Kingdom, Alterra (the Netherlands)	< http://www.peer.eu/publications/europe-adapts-to-climate-change/ >
A Long-Term Biodiversity, Ecosystem and Awareness Research Network (ALTER-Net)	ALTER-Net has coordinated two multi-site experiments (MSEs) in order to demonstrate that simple field experiments can be conducted across Europe. MSE I experiment looked at vegetation responses to disturbance by trampling, which is an important factor controlling the assemblage of plants. Thirty-nine experimental sites in 10 European countries were established. The second multi-site experiment addressed the variation of litter decomposition across a European gradient. Specifically, the study investigated the impact of nutrient availability along a broad climatic gradient to explore the impact of nutrients and climate on decomposition. This MSE involved 20 experimental sites in 10 countries, with 8 grassland sites and 12 in forested ecosystems	June 2009, Hungary, Romania, Slovakia, non-Annex I Parties	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, ALTER-Net	< http://www.alternet.info/files/outputs/phase-1-final-report > < http://www.nitroeuropa.eu/ > < http://www.eu-watch.org/ >
Technical advising and assistance on forest policy and forest management in Bulgaria	This project was launched with a two-week orientation trip by a United States Forest Service (USFS) retiree to Bulgaria. The trip provided a comprehensive overview of forests and forestry practices in Bulgaria. It included visits to forest management activities in a wide range of locations and extensive meetings with a large number of forest managers and stakeholders to obtain a diversity of perspectives on the current state of forest management in Bulgaria and their expectations for the future	Ongoing, Bulgaria	United States of America, USFS with support of the America for Bulgaria Foundation, Ministry of Agriculture and Food of Bulgaria Executive Forest Agency	< http://www.fs.fed.us/global/globe/europe/bulgaria >.htm

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Annex II Party, implementing agency</i>	<i>Web link for further information</i>
Protected area management	The USFS has been collaborating with Russian Federation on research, technical cooperation, and policy issues since 1958. For over 50 years, the United States and Russia have shared knowledge and expertise on sustainable forest management, fire management, ecotourism, habitat protection, pest management, illegal logging, and other topics	Ongoing, Russian Federation	United States of America, USFS	< http://www.fs.fed.us/global/globe/europe/russia.htm >
Assessment of current and future fire risks in the Exclusion Zone of the Chernobyl Nuclear Power Plant	Since 2006, USFS specialists have been working with Ukrainian counterparts to assess current and future fire risk in the Exclusion Zone and provide recommendations for reducing fire potential. The teams have reviewed existing information on vegetation, forest inventory, forest health, hazardous fuel loads, seasonal and annual fire occurrence, and management plans. They have also recommended steps that could be taken to mitigate the risk of a catastrophic fire, including fuel inventory and reduction, active fire monitoring, and understanding risks from smoke	Ongoing, Ukraine	United States of America, USFS	< http://www.fs.fed.us/global/globe/europe/ukraine.htm >
Building energy efficiency codes in Russia and Kazakhstan	Main activities and outputs: i) Developed improved building-energy codes and compliance manuals; ii) Delivered seminars on design and construction of buildings that comply with newly enacted codes. Provided training to leading building officials on best practices in code enforcement and continuous code improvement as well as on efficient building techniques and technologies; iii) Provided technical assistance in evaluating and improving the energy efficiency of designs for key buildings	2006 to 2008, Russian Federation, Kazakhstan	United States of America, Institute for Market Transformation	< http://www.reeep.org/showProject/16085.10409019/building-energy-efficiency-codes-in-russia-and-kazakhstan.htm >

Table 2

Activities of the European Union, the Global Environment Facility and multiple donors

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Support to Kyoto Protocol Implementation	The Support to the Kyoto Protocol Implementation (SKPI) project is a regional programme. The objective is to assist partner countries in addressing climate change, both by extending the use of the mechanisms under the Kyoto Protocol and by supporting the formulation of appropriate mitigation and adaptation strategies in each country. The project seeks to: i) Reinforce awareness and capacity of the technical ministries, relevant government departments and the general public in relation to climate change in general and to the Kyoto Protocol mechanisms in particular; ii) Strengthen interest in and extend participation of economic stakeholders (particularly industry and energy utilities) in climate-change-related activities, including the clean development mechanism (CDM) and joint implementation (JI) and focusing particularly on energy efficiency; iii) Formulate climate-change mitigation and adaptation strategies and assist with their implementation	2007 to 2011, Belarus, Russian Federation, Ukraine, and the other 9 European Neighbourhood Partnership (ENP) countries	European Union (EU), European Neighborhood and Partnership Instrument (ENPI)	
Regional Environment Network for Accession (RENA)	RENA represents the current EU regional cooperation framework for the Western Balkans and Turkey in the field of environment and climate change. RENA allows for cooperation at both the political level (ministerial meetings) and expert/technical level (4 working groups). Working group 2 focuses its activities on climate change and aims at preparing IPA beneficiaries for implementation of EU requirements on climate change, as well as at creating a forum for officials from the	Ongoing, Croatia, Western Balkan countries, Turkey	EU	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	candidate countries and potential candidates to exchange information/experience on climate change. A strengthened cooperation on issues of regional importance, through the development of best practice documents and capacity-building activities for areas addressing the issues of climate change, is also envisaged under RENA			
Enforcement of the environment management scheme and its auditing	The project aims to enhance the capacity of civil society to apply European and Bulgarian legislation on environment management. The project target groups are small and medium-size private companies, local authorities and civil society. The principal project activities are: i) Gathering of information on the environmental management and audit scheme (EMAS) in Bulgaria, as well as good practices in EU; ii) Organization of five workshops for the local authorities; iii) Study on the target groups' and mass media's additional information needs; iv) Elaboration of recommendations for future activities to promote the scheme; v) Informational campaign, including the design of a web page	2007 to 2008, Bulgaria	EU, Ministry of Environment and Water, Bulgaria	
Towards Class A – Municipal buildings as shining examples	The objective of this project is to familiarize local authorities with new energy efficiency requirements for public buildings. The requirements are listed in the new Bulgarian legislative acts transposing European Energy Performance of Buildings Directive. Involvement of EnEffect in its capacity as secretariat of the Municipal Energy Efficiency Network EcoEnergy supports the Bulgarian municipalities in energy audits and energy efficiency certification of buildings. Samokov municipality is a pilot municipality in the display campaign. Under this campaign local authorities	Ongoing, Bulgaria	EU, Energie-Cites, Center for Energy Efficiency EnEffect, Samokov municipality	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	publicly display energy and environmental performance of their public buildings using the same energy label as for household appliances			
Development of Bulgarian national system of information management and reporting under the International Plant Protection Convention (IPPC) directive	The main objective of the project is to strengthen the capacity of the executive environment agency (EEA) to issue permits and to report according to the provisions of IPPC-directive. Expected results are as follows: i) To enable the EEA to issue permits in accordance with IPPC requirements; ii) To create a reporting system for the EEA in conformity with the IPPC Directive and other international agreements; iii) To increase awareness among Bulgarian industry about the IPPC Directive provisions	Ongoing, Bulgaria	EU	
Energy efficient electric motor systems in new member and candidate countries	Through the SAVE programme, the European Commission has developed and is developing a broad range of tools. The objective of the project is to support the European Commission in disseminating and applying the existing SAVE energy efficiency motor system 'MCP Tool Set'. The project focuses on dissemination and application of these tools through national programmes in Eastern European countries. This project aims to raise awareness among policy makers and industry in this area	Ongoing, Bulgaria, Poland, Romania	EU, SAVE programme	
Central and Eastern European Countries Appliance Policy	The project was developed with the aim of supporting Central and Eastern European countries in creating suitable conditions for implementing appliance labeling and efficiency policies in accordance with EU appliance efficiency legislation and programmes. The project aims to increase expertise in the areas of verification and enforcement, market introduction aspects, strengthening relationships between	2006 to 2009, Bulgaria, new member States	EU, Center for Energy Efficiency EnEffect, a project (CEEAP): Implementing EU-Appliance Policy in Central and Eastern Europe, funded through Intelligent Energy - Europe programme	

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Green Labels Purchase – making procurement a greener process with energy labels	stakeholders and to start up the national actions to improve energy efficiency The objective of the project is the increase of the share of energy efficient procurement procedures on the European level. The procurement procedures are a good opportunity for purchase and use of energy efficient equipment and materials. The project addresses state bodies, municipalities, and state, municipal and private companies. The organizations involved in the project implementation receive technical help and consultations as well as support for candidates to participate in similar projects.	Ongoing, Bulgaria, Hungary, Latvia, Poland, Slovenia, Germany, Austria, Finland, Italy	EU, Center for Energy Efficiency EnEffect, EU Intelligent Energy – Europe programme	
Creating Markets for Renewable Power in Ukraine	This project addresses policy, finance, business, and information barriers to renewable energy market developments in Ukraine. The total value of the project is USD 90.53 million with GEF contribution of USD 8.45 million. Estimated direct emission reduction is 4 million tonnes of CO ₂ eq over the investment lifetime from 80MW of additional installed capacity. Post project indirect reductions may reach 500 million tonnes of CO ₂ eq over the next 20 years. Expected project outcomes are as follows: i) Policy barriers to grid-connected renewables removed; ii) Business and information barriers reduced; iii) Renewable Energy investments facilitated	2008 to 2013, Ukraine	GEF, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3535 >
Improving efficiency in public buildings in the Russian Federation	This project is designed to reduce greenhouse gas emissions in Russia by improving efficient use of energy in public buildings such as kindergartens, schools, hospitals, and public offices. Its total value is USD 72.11 million with GEF contribution of USD 9.21 million. By	2008 to 2013, Russian Federation	GEF, EBRD under the Energy Efficiency Umbrella Program	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3596 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Improving Urban Housing Efficiency in the Russian Federation	<p>combining technical assistance with financing, the EBRD aims to help local authorities overcome common obstacles to financing energy efficiency (EE) improvements such as allocation of resources for energy audits and project preparation, tendering procedures, and management of larger scale programs that may need additional dedicated resources</p> <p>This project is designed to reduce greenhouse gas emissions in Russia by encouraging energy efficiency measures in the reconstruction and refurbishment of municipal and mixed ownership housing stock. The project's total value is USD 96.37 million with GEF contribution of 9.67 million. The project aims to integrate energy efficiency concerns into all phases of municipal housing, from planning to refurbishment and maintenance and maximize the energy and climate benefits of the Russian Municipal Housing Reform Fund. Based on current operating conditions and the proposed performance of the buildings in the project, EBRD estimates that the refurbishment of housing stock within the context of the project will generate an emission reduction of around 30 per cent relative to the situation at the start of the project</p>	2008 to 2014, Russian Federation	GEF, EBRD under Energy Efficiency Umbrella Program	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3597 >
Market Transformation Programme on Energy Efficiency in GHG-Intensive Industries in Russia	<p>This project will reduce greenhouse gas emissions in the Russian Federation by transforming the market for industrial energy efficiency in GHG-intensive industries. Its total value is USD 151.14 million with GEF contribution of USD 15.39 million. The project will lead to a transformation of the market for industrial energy efficiency through activities that will: i) improve industrial energy efficiency</p>	2008 to 2014, Russian Federation	GEF, EBRD, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3593 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	in heavy industries; ii) have a direct positive effect on rational energy use with related environmental benefits; and iii) improve the commercial prospects of industrial borrowers			
Financing Public Building Efficiency	This project, the total value of which is USD 86 million including GEF contribution of USD 5.2 million, promotes GHG emission reductions in Romania by improving efficient use of energy in public buildings. The project capitalizes on the existing positive policy environment by addressing barriers to municipal project financing through a targeted technical assistance program. The project helps local authorities overcome common obstacles to financing energy efficiency improvements, such as allocation of resources for energy audits and project preparation, tendering procedures, and management of larger-scale programs that may need additional dedicated resources. Investment barriers are addressed through Performance Contracting (energy service companies) and the introduction of the sale of receivables (forfeiting)	2010 to 2015, Romania	GEF, EBRD	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4009 >
Solar plant	The Earth Fund Platform has approved a sum of USD 13 million for leveraging a project on construction of a 21.4 MW photovoltaic solar power plant expected to save 28.8ktCO ₂ eq per year. In 2010, the market barriers for similar projects have been excessively high	Ongoing, Bulgaria	GEF, International Finance Corporation (IFC) Earth Fund Platform (the GEF and IFC entered into public-private partnership)	
Improving Energy Efficiency and Promoting Renewable Energy in the Agro-Food and Other Small and Medium Enterprises (SMEs) in Ukraine	The objective of this project is to improve energy efficiency and promote renewable energy in SMEs. The total value of the project is USD 17.878 million, GEF contribution is USD 5,228 million. The project focuses on the most energy-	2009 to 2015, Ukraine	GEF, UNIDO	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3917 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Phase Out Hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) and Promotion of Hydrofluorocarbon-free (HFC-free) Energy Efficient Refrigeration and Air-Conditioning Systems in the Russian Federation through Technology Transfer	intensive manufacturing SMEs through several pilots, and will scale up these approaches. In addition, the project will strengthen policy and the regulatory framework on energy efficiency and renewable energy in these enterprises. The direct GHG emission reduction potential of the project is 1,400,000 tCO ₂ eq The objective of this project is to phase out ozone depleting substances (HCFCs) and to promote energy efficiency in the foam and refrigeration manufacturing sectors in the Russian Federation. The project will consist of the following components: i) institutional capacity-building; ii) phase-out of HCFC consumption in the key consuming sectors of foam and refrigeration and development of ozone depleting substances destruction facility and supporting recovery network; iii) technology transfer for design of higher efficiency, HFC-free refrigeration and air conditioning systems, and purchase of production lines for demonstration projects; iv) stimulation of market growth for energy efficient equipment	2009 to 2015, Russian Federation	GEF, UNIDO	
Russia Energy Efficiency Financing (REEF) project	The project objective is to improve the efficiency of energy use in Russia by scaling-up commercial lending by banks for energy efficiency investments in the industrial and public sectors. The global environmental objective is to reduce greenhouse gas emissions by scaling-up energy efficiency investments. The total value of the project is USD 849.5 million with GEF contribution of USD 25 million	2010 to 2016, Russian Federation	GEF, World Bank	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4427 >
Russian Sustainable Energy Finance program	The primary goal of this project is to build capacity in Russian financial institutions through the process of developing and marketing specialized energy efficiency	2004 to 2013, Russian Federation	GEF, IBRD/IFC	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2111 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Renewable Energy Project (RREP)	<p>finance products targeting appropriate market niches and financing energy efficiency projects as a direct result. The program aims to establish sustainable lending practices in the Russian financial sector, which supports energy efficiency investment</p> <p>RREP fulfills the function of a market facilitation organization for renewable energies through a technical assistance component for policies, information dissemination and project support, and financial assistance with a project preparation window and a revolving fund for selective low-interest loans</p>	2007 to 2015, Russian Federation	GEF, IBRD, Ministry of Economic Development and Trade	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2376 >
Commercializing Energy Efficiency Finance – Tranche II	<p>The project is a replication of the Hungary Energy Efficiency Co-financing Program. IFC employs a contingent financing modality which uses GEF resources to leverage IFC and private capital. Under the project, IFC provides partial guarantees, and related credit enhancement mechanisms adapted to country market conditions, supporting the financing of energy efficiency projects by domestic financial institutions (FIs), as well as private project sponsors. The project includes a complementary technical assistance program to develop a pipeline of finance-ready energy efficiency projects and to build commercial capacities of businesses and participating FIs. The project mobilizes local financial and industry resources and commercialize energy efficiency finance by engaging key parties to implement energy efficiency projects on commercial terms</p>	2002 to 2014, Czech Republic, Slovak Republic, Estonia, Latvia, Lithuania	GEF, World Bank, International Finance Corporation (IFC)	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2174 >
Removing barriers to energy efficiency improvements in the state sector in Belarus	<p>This project seeks: i) To support managers of State-owned facilities and decision-makers at a national and regional level in</p>	2006 to 2010, Belarus	GEF, United Nations Development Programme (UNDP), Committee on Energy	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2107 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	financial and technical assessment of selected energy efficiency technologies and projects and provide support for energy audits, feasibility studies and in the development of bankable proposals; ii) To raise awareness, and implement an outreach strategy and recognition programmes to heighten bankers' and State employees' awareness of the benefits of energy efficiency, and reward exemplary energy leadership; iii) To promote implementation schemes such as employee bonuses for energy efficiency; allowing state institutions to retain and re-invest savings from energy efficiency in new energy efficiency schemes and improve partnerships between government, suppliers and financial institutions; iv) To develop energy efficiency policy that supports investment by state facilities and companies in energy efficiency investment		Efficiency und the Council of Ministers of Belarus	
Building Local Capacity for Promoting Energy Efficiency in Private and Public Buildings	The objective of the project is to reduce the greenhouse gas emissions associated with energy use of private and public buildings in Bulgaria by improving energy efficiency	2006 to 2010, Bulgaria	GEF, UNDP, EnEffect	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2244 >
Lake Balaton Integrated Vulnerability Assessment, Early Warning and Adaptation Strategies	The project aims to build on the results and significant tradition of scientific work in the Lake Balaton region. Recently initiated research in Hungary focused on adaptation to climate change, as well as innovative approaches to integrated assessment of vulnerability to global change and the formulation of adaptive measures. The project had a total budget of USD 4,075,000 that was financed by a GEF contribution of USD 985,000 and by co-financing commitments of about USD 3,080,000. The ultimate goal is to facilitate the development and implementation of	2005 to 2008, Hungary	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2630 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Polish Energy Efficiency Motors Programme	<p>effective adaptive strategies</p> <p>The Polish Energy Efficient Motors Programme project aimed to overcome barriers to increased market penetration of energy efficient motors and related efficiency improvements in electric motor systems. The project had four main activities to be supported under the GEF. The first major activity focused on building capacity and raising awareness by providing information and services related to energy efficient electric motor systems. The second major activity involved demonstration projects to establish and showcase the technical and economic benefits of energy efficient motor systems, and increase awareness. The third major activity had the objective of stimulating market transformation and competition through a financial incentive mechanism, supported by coordinated and targeted awareness raising activities. The fourth, a policy component, comprised both institutional and information instruments, and has been identified as a separate component because it addresses a different target group than the other components and requires a different approach on a national government level</p>	2003 to 2009, Poland	GEF, UNDP, Polish National Energy Conservation Agency S.A., Polish Foundation for Energy Efficiency	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=1265 >
Removing Barriers to Coal Mine Methane Recovery and Utilization	This project reduced coal bed methane emissions in the Kuznetsk coal basin. The project provided technical assistance to build the capacity of local stakeholders to develop and implement projects of this type	2002 to 2010, Russian Federation	GEF, UNDP, Ministry of Energy	< http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1162 >
Reducing Greenhouse Gas Emissions through the Use of Biomass Energy in Northwest Slovakia	The objectives of the project were as follows: i) To create a commercial wood pellet market in the region by constructing a central processing unit for pellet production from wood waste; ii) To provide a replicable, economically viable, and	2001 to 2009, Slovakia	GEF, UNDP, Slovak Energy Agency	< www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1318 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	environmentally friendly source of heat in 44 schools and public buildings by replacing existing coal/coke boilers with pellet-fired boilers; iii) To replicate the project in neighboring municipalities and in at least one other region of Slovakia. A conference on Biomass - Clean Energy was organized in March in Zilina and Kysucky Lieskovec. A book <i>Heating with wood pellets – planning, installation, operation – pellet market</i> was prepared for publication. The project was presented at the fair Coneco – Racioenergia 2006 in Bratislava and at the conference ‘Renewable heating and cooling’ during Energiesparmesse Wels			
Removing Barriers to the Reconstruction of Public Lighting (PL) Systems in Slovakia	The objective of this project has been to avoid 42,122 tonnes of carbon equivalent over 20 years by catalysing USD 2.63 million in investments in energy efficient public lighting technology during the three years of project implementation. The project and the services of the investment facilitation department (IFD) were evaluated by an independent international expert. As a conclusion of the mid-term evaluation, the IFD was given recommendations for improvements. Audits of public lighting systems were elaborated in another seven municipalities. Six of the elaborated audits were done by IFD internally. The project and services of IFD were broadcast on TV and published in printed media as a result of a press conference held in September	2005 to 2010, Slovakia	GEF, UNDP, Slovak Energy Agency	< http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1557 >
Sustainable Mobility in the City of Bratislava	The objective of the project is to reduce CO ₂ emissions from the road transport sector in Bratislava. The project aims to reduce the usage of private motor transport, increase the usage of public transport, promote the usage of non-motor transport,	2008 to 2014, Slovakia	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3433 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	and integrate sustainable transport programme in the urban planning within the municipality of Bratislava			
Russian Federation: Transforming the Market for Efficient Lighting	This project's objective is to transform the Russian market towards efficient lighting technologies and to phase out inefficient lighting, thereby reducing national GHG emissions. The project focuses on phasing out outdated technologies for residential, office and street lighting, from a current share of close to 100 per cent of the market to a market share of 30 per cent or less	2008 to 2013, Russian Federation	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3658 >
Standards and Labels for Promoting Energy Efficiency	The objective of the project is to address the existing policy, institutional, information, market and technological barriers that hamper the widespread introduction of energy efficiency standards and labeling. Its total value equals USD 40.21 million with a GEF contribution of USD 10.21 million. The project is expected to realize energy savings of 15–20 tera TWh/year (10–15 MtCO ₂ /year) by the end of the project, and 30–35 TWh/year (25–30 MtCO ₂ /year) by the end of the impact period	2008 to 2014, Russian Federation	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3216 >
Building Energy Efficiency in Northwest Russia	This project builds local capacities for and demonstrates local solutions to improved energy efficiency in construction and maintenance of buildings in northwest Russia. Its total value is USD 23.25 million with a GEF contribution of USD 5.98 million. The project is targeting up to 20 per cent electricity saving and up to 45 per cent heat saving in the residential construction and housing sectors leading to estimated reduction of GHG emissions by 0.5 MtCO ₂ per year through project demonstration and replication through the North West Federal Okrug	2008 to 2014, Russian Federation	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=3659 >
Energy Efficient Lighting in	The aim of the proposed project is to reduce	2008 to 2014,	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.or

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Residential and Public Buildings	Ukraine's GHG emissions by transforming the market towards more energy efficient lighting technologies and gradual phase-out of inefficient lighting products in residential and public buildings. The total value of the project is USD 25.1 million and a GEF contribution of USD 6.6 million. Direct GHG emissions reduction from implementation of a demonstration programme will be 281,000 tCO ₂ per year or 1.4 MtCO ₂ over the five year product life cycle of a compact fluorescent light bulb	Ukraine		g/projectDetailsSQL.cfm?projID=3724 >
Improving Energy Efficiency in Residential Buildings in the Republic of Belarus	The objective of this project is to overcome barriers to help ensure that energy efficiency best practices are carried out in the construction of new residential buildings in Belarus. The four project components envisaged by this project are as follows: i) developing the legal and regulatory framework and mechanisms to enforce the legislation for improving energy efficiency in newly constructed residential buildings; ii) enhancing the expert capacity of Belarusian specialists for implementing new energy efficiency standards and norms for new residential buildings; iii) demonstrating energy and cost-saving potential of new energy efficient measures in two Belarusian cities; and iv) fostering outreach and dissemination	2010 to 2017, Belarus	GEF, UNDP	http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2630 >
Greening 2014 Sochi Olympics: A Strategy and Action Plan for the Greening Legacy	This project proposes a greening strategy and action plan for the 2014 Winter Olympics in Sochi. The project's total value equals USD 3 million with a GEF contribution of USD 1.1. The project develops greening recommendations and action plans in six specific sectors. By introducing early climate change planning, the project will help set up a 'carbon neutral' event and unleash the potential for	2009 to 2014, Russian Federation	GEF, UNDP	www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4030 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
Reducing GHG Emissions from Road Transport in Russia's Medium-sized Cities	<p>GHG emissions reduction during preparation and convening of the Sochi Olympics</p> <p>This project aims to reduce GHG emissions from urban transport system in medium-sized Russian cities. The project will introduce sustainable urban mobility models in two pilot medium-size cities and establish national policy and regulatory frameworks to support market transformation towards more efficient and less carbon-intensive transport modes. By tightening fuel efficiency standards, along with introducing car labeling and public awareness campaigns, the project will speed up efficient renewal of the country's car fleet and drive the desired changes in consumer behavior. The project will also capitalize on the opportunity to demonstrate sustainable and low-carbon transport solutions at a big international event: 2013 World University Games in Kazan, Tatarstan Republic (XXVII Summer Universiade)</p>	2010 to 2015, Russian Federation	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4008 >
Improving Energy Efficiency in Low-Income Households and Regions of Romania	This project will reduce energy consumption and associated GHG emissions in buildings in low-income households and regions of Romania. The project will improve policies to support energy efficiency, develop capacity to reduce fuel consumption in low-income communities, and reduce energy consumption through community-based retrofits and training	2010 to 2015, Romania	GEF, UNDP	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4228 >
Financing Energy Efficiency and Renewable Energy Investments for Climate Change Mitigation	This project is designed to establish a dedicated financial facility for energy efficiency and renewable energy in Eastern Europe and CIS that can serve as a vehicle for the large-scale participation of private	2005 to 2014, Belarus, Bulgaria, Romania, Russian Federation, Ukraine, Kazakhstan,	GEF, UNEP, United Nations Children's Fund (UNICEF)	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=2619 >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Web link for further information</i>
	sector investors in partnership with public entities. The proposal is to support the development of a USD 250 million public-private equity fund that will be able to complement other funding schemes (including those implemented or contemplated by the GEF and/or other supporting institutions) and, as a result, leverage an investment volume of up to USD 2 billion for energy efficiency and renewable energy projects	Macedonia, Serbia		
Energy Management and Performance Related Energy Savings Scheme	The project promoted the concept of monitoring and targeting as an energy management tool that helps achieve substantial improvements in energy-efficiency and reductions in greenhouse gas emissions. The project supported activities of the participating governments to promote the use of monitoring and targeting in each country by providing a technical assistance package that addressed the barriers. It coupled these with energy service company-type financing that brought about additional private sector investment in energy savings equipment and technologies. The target sectors were industry and commercial establishments	2002 to 2008, Czech Republic, Slovakia	GEF, UNEP, UNEP Division of Technology, Industry and Economics	< http://www.gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=1096 >
Bulgarian Energy Efficiency Fund	Bulgarian Energy Efficiency Fund (BgEEF) was established through the Energy Efficiency Act adopted by the Bulgarian Parliament in February 2004. The main objective of BgEEF is to facilitate energy efficiency investments and promote the development of an energy efficiency market in Bulgaria. To this extent, BgEEF will support the identification, development, and financing of viable energy efficiency projects implemented by Bulgarian private enterprises, municipalities and households	Ongoing, Bulgaria	GEF, IBRD (World Bank), the Government of Austria, the Bulgarian Government and private Bulgarian enterprises	

Table 3
Activities undertaken in cooperation with international organizations

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Activity report or web link for further information</i>
Capacity-building for implementation of flexible mechanisms of Kyoto protocol in Belarus	This project assists Belarus in creating the necessary enabling environment for the country's full-scale participation in the flexible mechanisms of the Kyoto Protocol. Belarus needs to gain hands-on experience and enhance internal capacity in implementation of the Kyoto mechanisms – joint implementation (JI) projects, green investment scheme (GIS) and voluntary trading. The missing elements of the institutional and legal framework for JI need to be formed	2006 to 2008, Belarus	United Nations Development Programme (UNDP), Ministry of Environmental Protection	< http://undp.by/en/undp/db/0052105.html >
Strengthening the National System for Technology Transfer in the Republic of Belarus on the Basis of Information and Communication Technologies	This project facilitates the development of private enterprise based on technological innovation by working to: i) Improve the legal framework for technology transfer and raise the status of intellectual property rights in the evaluation and transfer of technologies; ii) Strengthen the institutional framework for technology transfer; iii) Support innovation-driven enterprise among young people; iv) Encourage the development and conduct of technology foresight surveys in the Republic of Belarus	2006 to 2009, Belarus	UNDP, United Nations Industrial Development Organization	< http://undp.by/en/undp/db/0050965.html >
Organization of workshops for experts	The UNFCCC secretariat has organized a significant number of workshops in many areas, including GHG inventory development,	1999 to 2011, ongoing, all countries with economies in transition (EIT countries)	UNFCCC	< unfccc.int >

<i>Activity</i>	<i>Purpose/target of activity</i>	<i>Date and location</i>	<i>Agencies and institutions involved</i>	<i>Activity report or web link for further information</i>
	<p>technology transfer and joint implementation projects. Some of the workshops targeted stakeholders and experts from EIT countries. Other workshops had a different targeted audience; however, the representatives of EIT countries were always present as observers</p>			